



## Quand les temps sont durs, l'Insertion crie famine

Le contexte budgétaire actuel est inédit et les choix restreints dans l'attente du vote du budget au Parlement.

Si la sobriété doit être au cœur de nos décisions, il serait toutefois dramatique de considérer les sommes allouées à la mission d'insertion de l'administration pénitentiaire comme une simple variable d'ajustement dans un budget contraint.

L'Insertion n'est pas un luxe, un appareil sans substrat. Elle n'est ni un mot sale ni un sale mot. Elle est une nécessité (art.1<sup>er</sup> du Code Pénitentiaire) à laquelle concourent tous les agents du service public pénitentiaire.

Pourtant, nous nous étonnons de constater de réelles disparités entre DISP quant aux crédits alloués à la réalisation de cette mission. **Les arbitrages doivent-ils toujours être en défaveur de l'Insertion, méprisant alors son rôle et son importance ?** La gestion de la DISP Toulouse se veut exemplaire, ses choix en matière de probation sont loin de l'être.

Ne pas allouer de budget à l'Insertion signifie l'impossibilité d'impulser pour 2025 de nouveaux appels à projet pour prendre en charge et accompagner les personnes qui nous sont confiées.

Ne pas allouer de budget à l'Insertion signifie l'arrêt d'orientations de ces personnes vers des partenaires œuvrant dans les secteurs sanitaires, professionnels, sportifs ou culturels.

Ne pas allouer de budget à l'Insertion signifie ne plus être présents quand le droit commun s'avère défaillant, quand pourtant les besoins sont légion.

Enfin, dans notre contexte local où plus de 900 personnes dorment sur des matelas, ne pas allouer de budget à l'Insertion signifie l'absence d'interventions, ajoutant de l'insensibilité à cette inhumanité.

**Sous le prisme des enjeux sociétaux que recouvre la prévention de la récidive, comment faire sans moyens financiers ?**

Si le Garde des Sceaux annonçait une place plus importante de l'insertion/probation dans une nouvelle direction générale de l'Administration Pénitentiaire, force est de constater qu'en Occitanie, cette reconnaissance est loin d'être acquise. Sur la DISP Toulouse, il faudra faire **Sans-le-Sou !**

Pourtant, **d'autres arbitrages sont possibles, d'autres DISP le démontrent.**

Le SNEPAP-FSU appelle la DISP Toulouse à repenser ses priorités : nos missions d'insertion doivent bénéficier de **crédit**, aux 2 sens du terme !